



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 1133

Texte de la question

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

M. le président. La parole est à Mme Martine Billard, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.
Mme Martine Billard. Monsieur le Premier ministre, le Président de la République avait promis la rupture aux Français.

Or sa rupture, ce sont les milliers de policiers mobilisés à Saint-Quentin, tellement il a peur du peuple à chaque fois qu'il sort de l'Élysée ("*Très juste !*" sur les bancs des groupes GDR et SRC) ; ce sont les atteintes au droit de manifester, comme à Strasbourg contre le sommet de l'OTAN ; ce sont les condamnations pour offense au chef de l'État, pour avoir répété ses propres mots : "Casse-toi pauv'con" ; ce sont les poursuites engagées, pour délit de solidarité, envers les personnes qui soutiennent les sans-papiers ; ce sont les centaines de milliers de licenciements pour les salariés, et le bouclier fiscal pour les plus riches.

M. Patrick Roy. Quel bilan !

Mme Martine Billard. Sa rupture, c'est la défiscalisation des heures supplémentaires alors que le chômage explose : 80 000 chômeurs supplémentaires en février, soit 370 000 de plus depuis juillet ; c'est la relance des autoroutes et du nucléaire alors que le Grenelle de l'environnement s'enlise...

En sept ans, vous et vos prédécesseurs avez mis les finances publiques dans un état catastrophique,...

M. Patrick Roy. Sept ans de malheur !

Mme Martine Billard. ...avec des dépenses sans utilité sociale ni environnementale. Votre plan de relance n'est pas à la hauteur, et il ne prépare pas l'avenir, ce qui supposerait de planifier la nécessaire reconversion écologique de notre économie.

Pour l'immense majorité des salariés, des personnes licenciées ou en instance de l'être, des chômeurs, des retraités, la seule proposition du Président, hier soir, a été : attendre et voir. Ne s'adressant qu'à son camp, celui des nantis, il s'obstine avec le bouclier fiscal et renvoie la suppression des bonus, stocks-options et parachutes dorés à toujours plus tard.

Or les mots, ça ne nourrit pas ! Les millions de manifestants du 19 mars, soutenus par les trois quarts des Français, attendent une autre politique que celle du *bling-bling*, du bla-bla et de la démagogie.

(*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.*) Alors, monsieur le Premier ministre, à quand la rupture ? (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Madame Billard, quelle est notre obsession actuellement ? Ce n'est ni le *bling-bling* ni le bla-bla. ("*Si ! si !*" sur de nombreux bancs du groupe SRC.) Notre obsession, c'est évidemment de soutenir l'économie et de protéger l'emploi. Nous ne sauverons peut-être pas toutes les entreprises. Nous ne sauverons peut-être pas tous les emplois. Mais toute notre énergie est mobilisée pour le soutien de l'économie et pour la protection des emplois.

Lorsque l'Agence française pour les investissements internationaux agit et qu'elle ramène sur notre territoire pour 100 milliards d'euros d'investissements étrangers, et qu'ainsi 30 000 emplois sont créés ou préservés, c'est de l'emploi qu'il s'agit ; lorsque le plan de relance de 26 milliards d'euros est précisément axé sur l'investissement, pour créer 100 000 emplois, c'est encore d'emplois qu'il s'agit ; lorsque nous améliorons le chômage partiel en facilitant la possibilité pour les entreprises d'y recourir et, surtout, en augmentant son

indemnisation, c'est à nouveau d'emplois qu'il s'agit.

M. Maxime Gremetz. Pas à Continental !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Il en va de même lorsque nous nous penchons sur le sort de chaque entreprise menacée de devoir licencier tout simplement parce qu'elle est victime de la crise internationale ; et quand nous nous occupons, pendant plus d'une année, de Ford Aquitaine, et que nous trouvons enfin un repreneur allemand, qui va maintenir tous les emplois, c'est encore et toujours d'emplois qu'il s'agit.

Vous avez en tête quelques exemples : je les connais, et nous y travaillons. Vous pensez à Continental, n'est-ce pas ?

M. Maxime Gremetz. Oui !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. J'y travaille. Et Heuliez ? Luc Chatel est actuellement sur le terrain. Toujours pour l'emploi.

Je vous le disais en commençant, madame Billard : nous ne sauverons pas toutes les entreprises,...

M. Maxime Gremetz. Quel aveu !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. ...nous n'arriverons peut-être pas à sauver tous les emplois, mais nous ferons tout ce que nous pourrons pour que toutes les entreprises prêtes à se mobiliser pour répondre à la crise et tous les salariés prêts à suivre une formation professionnelle trouvent un avenir en France.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

Données clés

Auteur : [Mme Martine Billard](#)

Circonscription : Paris (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1133

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 26 mars 2009